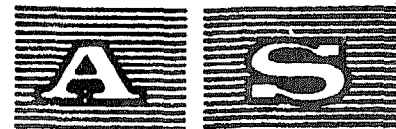


NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ



Distr.
GÉNÉRALE
A/33/88
S/12669 ✓
28 avril 1978
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-troisième session
Point 55 de la liste préliminaire^x
RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ENQUÊTER
SUR LES PRATIQUES ISRAËLIENNES AFFECTANT
LES DROITS DE L'HOMME DE LA POPULATION
DES TERRITOIRES OCCUPÉES

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-troisième année

Note verbale datée du 12 avril 1978, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Le représentant permanent du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, d'ordre de son gouvernement, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le texte d'une communication où sont exposées de nouvelles initiatives prises par les Israéliens en vue d'évacuer et de démolir les bâtiments historiques d'Abu-Median al-Ghouth, foyer religieux vieux de près de sept siècles, qui jouxtent la mosquée Al-Aqsa, dans le périmètre du Sanctuaire. Les informations que je vous communique ci-joint, dont l'authenticité ne fait pas le moindre doute, révèlent des initiatives qui s'insèrent dans un plan visant à achever la destruction des bâtiments de la fondation du Maghreb (Fondation philanthropique arabe d'Afrique du Nord) est d'effacer tout ce qui, dans le secteur, témoigne encore de la présence des Arabes musulmans et du rayonnement religieux de la fondation du Maghreb.

Les ingénieurs dûment qualifiés que les conservateurs des Waqf ont chargé d'une enquête technique sur place ont constaté que la profondeur des fouilles effectuées sous les bâtiments susmentionnés atteignait déjà 11 mètres, et était suffisante pour en provoquer l'effondrement.

Il est clair, pour le Gouvernement jordanien, que si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour faire cesser immédiatement les fouilles ces bâtiments historiques risquent de s'effondrer à tout moment. Les caractères historiques, religieux et démographiques du secteur occupé de la Jérusalem arabe s'en trouveraient profondément modifiés, en violation flagrante des nombreuses résolutions adoptées sur la question par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que des articles 53 et 55 de la Convention de La Haye.

^x A/33/50/Rev.1.

Le représentant permanent du Royaume hachémite de Jordanie espère fermement que le Secrétaire général voudra bien intervenir rapidement pour mettre un terme à ces nouveaux empiètements d'Israël sur les secteurs susmentionnés, qui menacent leurs habitants et les bâtiments historiques qui s'y trouvent.

Etant donné la gravité que revêtent aux yeux du Gouvernement jordanien les événements relatés dans la communication ci-jointe, le représentant permanent saurait gré au Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer la présente note et la communication qui y est jointe comme documents officiels de l'Assemblée générale, au titre du point 55 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

A propos de cette affaire, le représentant permanent de la Jordanie est d'autre part au regret de signaler que sa communication du 21 février 1978 (A/33/60-S/12575), qui avait trait à une violation grave analogue menaçant l'intégrité du Sanctuaire de Jérusalem est restée sans réponse. Si Israël ne donne pas une suite satisfaisante à la présente plainte et à celle qui l'a précédée, le représentant permanent de la Jordanie se verra dans l'obligation de saisir le Conseil de sécurité de la question, comme il l'a déjà fait plusieurs fois, et de demander au Conseil de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent aux termes de ses propres résolutions et de la Charte des Nations Unies.

ANNEXE

Communication du Gouvernement jordanien relative à de nouvelles initiatives prises par les Israéliens en vue d'évacuer et de démolir la Zawiyah d'Abu-Median al-Ghouth, qui jouxte la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem

1. Selon des renseignements iréfutables, la Zawiyah d'Abu-Median al-Ghouth, hospice islamique situé en plein quartier du Maghreb, et attenante à la mosquée sainte Al-Aqsa, ainsi que le reste des biens des fondations charitables (Waqf) du Maghreb sont menacés de démolition et leurs occupants et les conservateurs d'expulsion, ce qui effacerait les témoignages du rayonnement culturel et religieux du Maghreb arabo-islamique (Afrique du Nord) dans le secteur.

2. Cet édifice et la mosquée attenante sont toujours, de l'avis des autorités militaires d'occupation israéliennes, un obstacle à la pleine application d'un plan visant à transformer en quartiers juifs ce qui reste des cinq quartiers musulmans attenants au mur ouest du Sanctuaire de Jérusalem. Les quartiers susmentionnés ont été illégalement investis par les autorités israéliennes d'occupation le 18 avril 1968, en violation des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies. Pour détruire la Zawiyah et la mosquée attenante, les autorités israéliennes d'occupation ont eu recours à trois méthodes différentes :

a) Ils ont tenté de persuader les conservateurs de la Zawiyah et de la Fondation du Maghreb d'abandonner ces locaux pour aller s'installer, avec les autres occupants, dans des bâtiments résidentiels de la vieille ville. Cette offre a été rejetée par les conservateurs;

b) Ils ont, à partir du début de 1976, procédé à des fouilles profondes à proximité des bâtiments, comme ils l'avaient déjà fait aux abords de centaines d'édifices voisins au cours des neuf dernières années, en endommageant ces édifices à tel point qu'il fallut les démolir, ce qui permit aux Israéliens d'expulser leurs occupants. Ces nouvelles fouilles ont vivement inquiété les autorités des Waqf islamiques de Jérusalem. Elles ont demandé à leurs ingénieurs de procéder à une inspection des lieux et d'évaluer les conséquences que ces fouilles pouvaient avoir sur la sécurité de la Zawiyah et de la mosquée attenante. Les ingénieurs ont soumis, le 26 avril 1976, le rapport suivant :

"Nous avons procédé à une inspection de l'édifice d'Abu-Median al-Ghouth, le 26 avril 1976, et sommes parvenus aux conclusions suivantes :

i) La 'Société d'aménagement du quartier juif' a déjà entrepris la démolition d'édifices situés à 20 mètres à l'est des bâtiments considérés en utilisant de gros engins. La démolition est déjà presque à moitié achevée;

ii) La profondeur des fouilles atteint 11 mètres au-dessous du niveau du sous-sol desdits bâtiments;

iii) Si ces fouilles profondes devaient se poursuivre en direction des bâtiments, le glissement du terrain entraînerait un déport des fondations qui serait suivi de l'effondrement de l'ensemble des bâtiments;

iv) Ces opérations doivent cesser immédiatement pour protéger les édifices. Des précautions doivent être prises pour prévenir les glissements de terrain à proximité des fondations et l'effondrement éventuel des bâtiments en construisant un mur de soutènement à une distance appropriée de la façade."

Il semble que les efforts déployés par le Département des Waqf islamiques pour faire cesser l'exécution de cette phase du plan ont eu pour résultat la suspension temporaire de celui-ci.

c) Les conservateurs de la Zawiyah et le Département des Waqf islamiques de Jérusalem ont été surpris lorsque les autorités israéliennes d'occupation ont annoncé récemment un plan visant à construire une nouvelle route, sous prétexte d'urbanisation, qui passerait juste à l'emplacement de la Zawiyah et de la mosquée attenante. Des mesures préliminaires ont déjà été prises pour l'exécution de ce plan.

3. Il convient de noter que la Zawiyah d'Abou-Median al-Ghouth - prochaine cible de l'agression israélienne et de l'entreprise de judaïsation - est l'une des plus vieilles institutions islamiques maghrébines de Jérusalem. Elle a été fondée voici 678 ans, en l'année 720 de l'Hégire, par le cheik Abou-Median ibn Abdullah al-Ghouth, savant et ascète algérien. La mosquée attenante a été édifiée par le cheik Omar al-Moujarrad, pieux lettré maghrébin (marocain), en l'année 730 de l'Hégire (1310).

Depuis sa fondation, la Zawiyah sert de centre d'enseignement religieux et d'asile pour les pèlerins venus à Jérusalem du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et de Libye. Des legs lui permettent d'assumer le rôle suivant :

a) Dispenser l'enseignement de l'Islam, et en particulier du soufisme (mysticisme);

b) Accueillir des érudits et des pèlerins musulmans pauvres, venus d'Afrique du Nord;

c) Aider les familles musulmanes démunies qui ont quitté l'Afrique du Nord pour venir vivre près de la mosquée Al-Aqsa.

4. La Zawiyah et la mosquée sont des lieux de prière et le siège d'oeuvres charitables. Leur statut est régi par les articles 53 et 55 de la Convention de La Haye, qui interdisent aux autorités d'occupation de porter atteinte de quelque façon que ce soit à l'intégrité de tout édifice consacré au culte, à des oeuvres charitables, à l'étude ou aux arts. Les articles en question s'appliquent également aux lieux historiques, qu'ils soient la propriété de l'Etat dont le territoire est occupé, d'institutions ou de particuliers.

5. Le Gouvernement jordanien a reçu de Jérusalem des appels pressants pour qu'il intervienne au plus vite en portant les fait ci-dessus à l'attention de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en demandant qu'une enquête soit faite immédiatement sur les lieux, de sorte qu'il soit promptement mis fin au projet de route et que cessent les actes d'agression répétés commis par les Israéliens.
